CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS

ARRET

n° 13.372 du 27 juin 2008
dans l'affaire X/ III

En cause : X

Contre :

l'Etat belge, représenté par le Ministre de l'Intérieur et désormais par la
Ministre de la Politique de migration et d'asile

LE PRESIDENT F.F. DE LA III^e CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 28 novembre 2007 par X agissant en son nom propre et en qualité de représentante légale de X, qui déclare être de nationalité équatorienne et qui demande l'annulation de la décision de refus d'établissement avec ordre de quitter le territoire (annexe 20) prise, à son encontre, le 10 octobre 2007 et lui notifiée le 29 octobre 2007 ainsi que la décision de retrait de l'attestation d'immatriculation lui notifiée le même jour.

Vu le titre 1er bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu la note d'observations et le dossier administratif.

Vu le mémoire en réplique.

Vu l'ordonnance du 2 avril 2008 convoquant les parties à comparaître le 8 mai 2008.

Entendu, en son rapport, , .

Entendu, en observations, Me R. FONTEYN *loco* Me R.-M. SUKENNIK, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et Me E. DERRIKS, , qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Rétroactes

1.1. La demande d'établissement introduite par la requérante le 4 janvier 2005 a fait l'objet d'une décision de non prise en considération le 24 octobre 2005, décision contre laquelle elle a introduit un recours devant le Conseil d'Etat qui a été rejeté le 26 septembre 2007.

Le 6 juin 2005, la requérante a introduit une demande d'autorisation de séjour fondée sur l'article 9, alinéa 3 de la loi du 15 décembre 1980. Ladite demande a été déclarée irrecevable le 27 juin 2006.

Par ordonnance du 8 mai 2006, le Président du tribunal de première instance de Bruxelles statuant en référé a condamné la partie défenderesse à délivrer à la requérante et à son époux une attestation d'immatriculation « (...) dans l'attente de l'examen de leur demande d'autorisation de séjour de plus de trois mois sur la base de l'article 9, alinéa 3 de la loi du 15 décembre 1980 et de leurs recours au Conseil d'Etat contre les décisions de non-prise en considération du 24 octobre 2005 ».

Le 8 octobre 2007, la requérante a introduit une nouvelle demande d'établissement en qualité d'ascendante de Belge.

1.2. Le 10 octobre 2007, le délégué du Ministre de l'Intérieur a pris, à son égard, une décision de refus d'établissement avec ordre de quitter le territoire, qui lui a été notifiée le 29 octobre 2007.

Cette décision, qui constitue le premier acte attaqué, est motivée comme suit :

« Ne remplit pas les conditions pour bénéficier du droit d'établissement en tant que (sic) ascendante à charge : l'intéressée n'a pas prouvé qu'elle (sic) à charge de sa fille mineure belge lors de l'introduction de sa demande d'établissement »

L'attestation d'immatriculation dont elle bénéficiait jusqu'alors lui a également été retirée le 29 octobre 2007. Cette décision, qui constitue le second acte attaqué, est motivée comme suit :

« L'intéressée n'a pas prouvé qu'elle était à charge de sa fille mineure belge lors de l'introduction de sa demande »

2. Examen des moyens d'annulation

2.1.1. La partie requérante prend un premier moyen tiré de « la violation de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, notamment en son article 40 ; la violation de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, notamment en ses articles 44 et 61 ; la violation des articles 10, 11 de la Constitution ; la violation du principe de bonne administration, du principe d'égalité, du principe de sécurité juridique, du principe de légitime confiance, du principe de prévisibilité de la norme, du principe de proportionnalité ; l'erreur manifeste d'appréciation ».

Dans une première branche, elle reproche à la partie défenderesse de violer les articles 44 et 61 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 et 40 de la loi du 15 décembre 1980. Ainsi, elle avance que les seules preuves à fournir par le requérant, lors de l'introduction d'une demande d'établissement sur pied de l'article 40 de la loi du 15 décembre 1980, sont son identité et son lien de parenté avec le parent belge qu'i rejoint. Elle reproche dès lors à la partie défenderesse d'ajouter à la loi du 15 décembre 1980 en posant « comme condition préalable à l'établissement la preuve de (sic) qu'il est satisfait tant aux conditions de recevabilité de la demande qu'aux conditions de fond de celle-ci »

Elle soutient ensuite que, selon la pratique administrative constante, c'est seulement à l'expiration du délai de validité (fixée par la loi à 5 mois) de l'attestation d'immatriculation du requérant que celui-ci est tenu de démontrer qu'il réunit les conditions de fond de l'établissement. Elle ajoute que ce principe apparaît d'ailleurs explicitement dans les publications du service de la partie défenderesse en charge des demandes en matière de regroupement familial tout en soulignant que lesdites publications n'ont pas valeur de loi. Elle en déduit que la partie défenderesse « prive ainsi arbitrairement la requérante du bénéfice du délai de 5 mois qui lui est réservé par la loi et la pratique administrative constante pour démontrer qu'elle réunit les conditions de fond de l'établissement, après avoir préalablement fait admettre la recevabilité de sa demande ».

Elle conclut en indiquant qu'en prenant la décision attaquée, la partie défenderesse trompe la légitime confiance, ébranle la sécurité juridique et viole le principe de prévisibilité de la norme.

Dans une deuxième branche, elle soutient que la décision attaquée impose à la requérante un traitement manifestement discriminatoire. Elle avance qu'au regard de l'article 40, §6, de la loi du 15 décembre 1980, la requérante est assimilée aux ressortissants C.E. et que « cette assimilation légale vaut dès le moment où l'étranger démontre, comme en l'espèce, qu'il est le membre de la famille d'un Belge [...] ; Qu'en vertu de cette assimilation légale, la requérante est fondée à requérir une application et une interprétation conforme au droit communautaire dans les dispositions qui le concernent en sa qualité de membre de la famille d'un Belge ; Que la loi du 15 décembre 1980 a pour *ratio legis* d'étendre le régime applicable aux citoyens UE aux Belges et à leurs membres de famille afin d'éviter toute discrimination à rebours ; Que le renvoi par la loi aux dispositions de l'ordre communautaire implique nécessairement une unité de jurisprudence, d'interprétation et d'application (...) ; Qu'en l'espèce, en privant la requérante du bénéfice des délais légaux pour démontrer qu'elle remplit les conditions de fond de l'établissement en Belgique, la partie adverse rompt, sans justification adéquate, cette unité de jurisprudence et d'application du droit communautaire et soumet la requérante à un traitement discriminatoire ; Qu'en effet, il ressort de l'économie de la loi que la durée de l'attestation d'immatriculation délivrée à l'étranger qui effectue son regroupement familial ne peut être inférieure à la durée de celle du citoyen européen rejoint qui doit être en mesure de démontrer qu'il est dans les conditions pour exercer son droit à la libre circulation ; (...) Que la partie adverse ne pourrait dès lors prendre une décision de refus d'établissement à l'encontre de l'étranger non ressortissant d'un Etat membre tant que la décision sur l'établissement de son conjoint ou du membre de sa famille, citoyen UE, n'a pas été prise, ce dernier disposant jusqu'au terme de son attestation d'immatriculation pour démontrer qu'il doit, par exemple, être considéré comme travailleur salarié ; Que de la même manière, la requérante doit pouvoir bénéficier, en sa qualité d'ascendante de Belge, d'un délai courant jusqu'au terme de son attestation d'immatriculation pour démontrer qu'elle réunit les conditions de fond de l'établissement ; Qu'à défaut, il y a rupture d'égalité et discrimination injustifiée, le ressortissant belge se trouvant vis-à-vis de son parent dans une situation moins favorable que le citoyen de l'Union qui a exercé son droit à la libre circulation ; (...) Qu'enfin, en imposant à la requérante de démontrer dès l'introduction de sa demande d'établissement qu'elle en réunit les conditions de fond, la partie adverse traite moins favorablement le membre de la famille d'un Belge que le citoyen UE ou le membre de la famille de celui-ci, l'autorité ne pouvant contrôler, au moment de l'introduction de la demande de séjour, que l'identité et le lien de parenté ou d'alliance avec le ressortissant communautaire rejoint [...] ; Qu'il en résulte que l'acte querellé est contraire tant aux articles 10 et 11 de la Constitution qu'au principe général d'égalité ; Qu'en outre et pour les mêmes raisons, les actes querellés sont contraires au principe de proportionnalité. ».

En réponse aux arguments développés par la partie défenderesse, la partie requérante se borne, dans son mémoire en réplique, à défendre la même position.

2.2. En l'espèce, sur le premier moyen, en ses deux branches réunies, le Conseil rappelle que la requérante a sollicité un droit d'établissement sur pied de l'article 40, § 6, de la loi du 15 décembre 1980 précité, lequel stipule : « *Sont également assimilés à l'étranger C.E. le conjoint d'un Belge, qui vient s'installer ou s'installe avec lui, ainsi que leurs descendants âgés de moins de 21 ans ou à leur charge, leurs ascendants qui sont à leur charge et le conjoint de ces descendants ou de ces ascendants, qui viennent s'installer ou s'installent avec eux.* » Il ressort clairement de cette disposition que l'ascendant d'un Belge, qui vient s'installer avec lui sur le territoire du Royaume, ne peut obtenir le droit de s'y établir qu'à la condition d'être à sa charge. La partie défenderesse n'a dès lors pas ajouté à la loi en exigeant la preuve d'un tel statut. Pour le surplus, en refusant l'établissement à la requérante après avoir constaté qu'elle ne satisfaisait pas à cette condition légale, et dans la mesure où la partie requérante ne conteste nulle part dans sa requête la réalité et la

pertinence de ce constat, ni n'indique concrètement « les circonstances de la cause » dont il eut fallu tenir compte avant de statuer, il convient de conclure que l'acte attaqué est valablement et suffisamment motivé en fait et en droit.

S'agissant des délais prévus dans l'arrêté royal du 8 octobre 1981, il convient de souligner qu'il s'agit de délais d'ordre dont seul l'étranger est destinataire et que lui seul est tenu de respecter, ces délais ayant été édictés afin de ménager à la partie défenderesse un temps d'examen des demandes qui lui sont soumises. Un tel délai ne peut dès lors être perçu comme liant la partie défenderesse en ce sens qu'elle ne pourrait prendre aucune décision en dehors de ces délais, *a fortiori* lorsqu'elle estimerait, de manière anticipée, disposer de tous les éléments nécessaires pour se prononcer sur la demande.

L'article 42 de la loi du 15 décembre 1980 stipulant, quant à lui, que la décision concernant la délivrance du titre de séjour « est prise dans les plus brefs délais et au plus tard dans les six mois de la demande », la pratique dénoncée, bien que désagréablement surprenante dans sa rapidité, ne viole ni n'ajoute au droit applicable en la matière.

La requérante ayant demandé l'établissement sur la base de l'article 40, § 6, de la loi du 15 décembre 1980, il lui appartenait de démontrer, conformément à cette disposition, qu'elle était à charge de son enfant belge. La partie défenderesse n'a, par conséquent, pas commis d'erreur d'appréciation en estimant, vu la situation de la requérante, ascendante d'un enfant mineur belge, disposer, à la date de la prise de la décision, de tous les éléments d'appréciation nécessaires à celle-ci.

Au demeurant, la partie requérante n'établit pas de quelle manière la rapidité de la prise de la décision par la partie défenderesse l'a mise dans l'impossibilité de produire un document prouvant la qualité d'ascendante à charge de la requérante.

2.1.3. Il résulte, de ce qui précède, que le moyen pris n'est pas fondé.

2.2.1. La partie requérante prend un second moyen tiré de « la violation de la loi du 29 juillet 1991 sur la motivation formelle des actes administratifs, notamment de ses articles 2 et 3 ; la violation de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, notamment en ses articles 1^{er}, 40 et 62 ; la violation des articles 10, 11 et 22 de la Constitution ; la violation de l'article 8 de la Convention européenne de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales ; de la violation de la Convention de New York relative aux droits de l'enfant, notamment en ses articles 2, 3, 4, 5, 7, 8, 9, 16 et 18 ; la violation du Protocole n°4 additionnel à la Convention européenne de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, notamment en son article 3 ; la violation du principe de bonne administration et des principes et des principes d'égalité et de non discrimination, du principe selon lequel l'administration est tenue de statuer en tenant compte de tous les éléments de la cause ; l'erreur manifeste d'appréciation ; l'erreur manifeste de qualification».

Elle fait valoir, dans une première branche, que l'enfant de la requérante est de nationalité belge et mineur en bas âge et, se fondant sur l'arrêt « Chen » de la Cour de Justice des Communautés européennes ainsi que sur l'interprétation qu'en donne un avis rendu, le 8 décembre 2006, par la Commission consultative des étrangers dans une affaire similaire, elle indique « Que la partie adverse ne peut traiter moins favorablement l'enfant belge du requérant qu'un enfant citoyen de l'Union européenne, dont il conviendrait de respecter l'effet utile du droit de séjour ».

Elle ajoute que les principes constitutionnels d'égalité et de non discrimination se trouvent renforcés par l'application, dans le cas d'espèce, de l'article 2 de la Convention relative aux droits de l'enfant interdisant « toute discrimination dans le chef de l'enfant, qui soit motivée par la situation juridique ou administrative de son parent » et précise que la décision attaquée « entraîne une double discrimination, le parent de l'enfant de nationalité belge devant démontrer qu'il est à charge de son enfant, ce qui ne pourrait être imposé au parent de l'enfant UE, et l'enfant belge voyant, en l'espèce, son droit au séjour en Belgique

conditionné à la preuve de ses ressources suffisantes, ce qui ne peut être imposé à aucun ressortissant belge ». Sur ce dernier point, elle précise que la décision attaquée compromet le droit au séjour de l'enfant belge « dès lors que vu son très jeune âge, il serait contraint de quitter le territoire avec son parent, dont il dépend pour sa subsistance ; la décision querellée, qui comporte un ordre de quitter le territoire, apparaît dès lors contraire à l'article 3 du Protocole n°4 additionnel à la Convention européenne de sauvegarde des Droits de l'Homme et des libertés fondamentales » et que ce risque a été mis en évidence dans les conclusions de l'Avocat général TIZZIANO précédant l'arrêt *Zhu et Chen*.

Après avoir procédé à ce rappel, la partie requérante soutient que « la requérante ayant fait parvenir, dans le cadre de sa demande d'établissement moins d'un mois après l'introduction de celle-ci, toutes preuves qu'elle et son époux disposent de ressources suffisantes et que l'ensemble de la famille est couvert par une assurance maladie », la partie défenderesse n'a pas tenu compte de l'ensemble des éléments de la cause et que dès lors, la motivation de la décision attaquée manque en fait.

Elle avance, par ailleurs, que la partie défenderesse commet une erreur de qualification « dès lors qu'en présence d'un parent ascendant d'un ressortissant belge ou d'un ressortissant communautaire, elle doit avoir égard à l'effet utile du droit de séjour de celui-ci et non à la prise en charge du parent par l'enfant ou aux ressources propres de l'enfant ; Que par respect pour l'effet utile du droit de séjour de l'enfant, la partie adverse doit tenir compte de l'ensemble des éléments de la cause et dès lors des ressources du parent qui a effectivement la garde de l'enfant ». Elle en conclut que l'acte attaqué est stéréotypé et que la partie adverse manque à son obligation de motivation.

Dans une seconde branche, elle indique que « (...) les conditions imposées par la partie adverse entraînent une ingérence disproportionnée dans la vie privée et familiale de la requérante et de son enfant, l'acte attaqué étant de nature à mettre en péril le droit de séjour de l'enfant et à le maintenir dans une forme de précarité du fait de l'instabilité du statut administratif de son parent, alors que cette ingérence n'est ni prévue par la loi, ni nécessaire dans une société démocratique et qu'elle ne se justifie donc pas au regard de l'article 8, § 2, de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales » et insiste sur le fait « Qu'en présence d'un enfant mineur, l'appréciation de la vie familiale est renforcée par la considération de l'intérêt supérieur de l'enfant » et cite, à ce propos, un arrêt de la Cour de Justice des Communautés européennes.

Elle ajoute que l'enfant de la requérante dispose, en raison de sa nationalité, d'un droit subjectif à se maintenir en Belgique et, en vertu de l'article 8 de la Convention européenne de Sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, du droit d'entretenir des relations personnelles avec ses parents et de ne pas être séparé d'eux. Elle allègue que la partie défenderesse ne tient pas compte de l'intérêt supérieur de l'enfant « dès lors qu'il est imposé à l'enfant des conditions à son séjour sur le territoire de l'Etat dont il est le ressortissant et que les décisions de la partie adverse le soumettent au risque d'être ou séparé de ses parents contre leur gré ou expulsé de son propre territoire ».

Dans son mémoire en réplique, la partie requérante conteste l'argument de la partie défenderesse selon lequel les dispositions de la Convention relative aux droits de l'enfant sont dépourvues d'effet direct en droit interne. A cet égard, elle relève que « (...) le Conseil d'Etat a une appréciation plus nuancée que ce que prétend la partie adverse (...) » et que « (...) la Cour Européenne des Droits de l'Homme a pu elle-même reconnaître l'applicabilité directe de certaines dispositions de ladite Convention ».

Elle rappelle ensuite son raisonnement relatif à la prise en compte de l'intérêt supérieur de l'enfant et dénonce, à cet égard, la décision prise par la partie défenderesse en ce qu'elle « (...) ne contient aucune justification adéquate ni aucune motivation spécifique sur la situation de l'enfant de nationalité belge du requérant, ni ne tient compte de l'intérieur supérieur de l'enfant ». Elle précise également, en faisant référence à la position de la Cour de Justice des Communautés européennes dans l'arrêt *Zhu et Chen*, que la partie défenderesse, dès lors qu'elle n'accorde pas au requérant le droit de séjourner avec son enfant, prive de tout effet utile, le droit au séjour de ce dernier.

Enfin, elle rappelle la portée de l'article 31.3 de la directive 2004/38/CE du 29 avril 2004 et insiste particulièrement sur le fait que les procédures de recours accessibles aux citoyens européens doivent être telles que la décision ne revêt pas un caractère disproportionné. En l'espèce, elle estime que (...) le refus de séjour opposé au parent d'un enfant mineur en bas âge de nationalité belge est manifestement disproportionné ».

2.2. En l'espèce, sur le deuxième moyen, en ses deux branches réunies, le Conseil rappelle sa jurisprudence constante (cf., notamment, arrêts n° 2442, 2445, 2479 et 2515 du 10 octobre 2007) dans laquelle il a souligné que le droit de séjour de l'enfant belge du requérant relève des attributs naturels de sa citoyenneté belge, et ressortit, par voie de conséquence, à la souveraineté de l'Etat belge.

Par ailleurs, le Conseil observe que l'acte attaqué vise, en l'espèce, la seule requérante et ne saurait avoir pour destinataire son enfant de nationalité belge et n'a, par conséquent, aucun effet juridique à son égard (dans le même sens, C.E., arrêt n°133.120 du 25 juin 2004). Il en résulte que la décision attaquée ne saurait, ni directement, ni indirectement, être interprétée, quant à ses effets légaux, comme une mise en cause des droits que l'enfant de la requérante tire de sa nationalité belge. Quant aux conséquences potentielles de cette décision sur la situation et les droits de l'enfant de la requérante, il ressort des considérations qui précèdent qu'elles relèvent d'une carence de cette dernière à satisfaire à une exigence légale spécifique au droit qu'elle revendique, et non de la décision qui se borne à constater ladite carence et à en tirer les conséquences en droit.

Le Conseil rappelle également sa jurisprudence constante (cf., notamment, arrêt n° 2442, 2445, 2479 et 2515 du 10 octobre 2007) dans laquelle il a, s'agissant de l'arrêt *Zhu et Chen* de la Cour de Justice des Communautés européennes, déjà souligné « que cet arrêt n'envisage l'octroi d'un droit de séjour au ressortissant d'un Etat tiers, ascendant d'un ressortissant d'un Etat membre de l'Union européenne, que dans la mesure où d'une part, ce dernier jouit lui-même, au titre de bénéficiaire de droits communautaires à la libre circulation à l'intérieur de l'Union européenne, du droit de séjour dans un Etat membre autre que celui dont il est ressortissant, et où d'autre part, l'effet utile de ce droit communautaire commande de permettre à son auteur qui en a la garde de séjourner avec lui. Comme le souligne clairement ledit arrêt dans ses attendus, « Mme Chen ne saurait se prévaloir de la qualité d'ascendant « à charge » de Catherine, au sens de la directive 90/364, en vue de bénéficier d'un droit de séjour au Royaume-Uni », et seul l'effet utile du droit de séjour communautaire de son enfant justifie que le parent qui en a la garde séjourne avec lui dans l'Etat membre d'accueil (paragraphes 44, 45 et 46) ». Dès lors qu'en qualité de ressortissant belge dont d'une part, le droit de séjour en Belgique est un attribut naturel de sa nationalité et non le bénéfice d'une quelconque disposition de droit communautaire, et qui, d'autre part, a toujours résidé en Belgique et n'a jamais fait usage de ses droits communautaires à la libre

circulation, l'enfant de la requérante ne peut être considéré comme exerçant un droit communautaire, la requérante ne peut invoquer à son profit les enseignements d'une jurisprudence dont l'objet est précisément de garantir l'effet utile dudit droit communautaire.

Le Conseil rappelle encore que pour être assimilé à un étranger C.E. au sens de l'article 40 de la loi du 15 décembre 1980, le requérant doit répondre aux conditions prévues au § 6 de cette disposition, à savoir être à charge de son enfant belge. Cette condition étant identique à celle prévue pour les ascendants des ressortissants d'autres Etats membres de l'Union européenne, telle qu'elle figure dans les §§ 3 et 4 du même article, il ne saurait être question d'une discrimination entre ascendants de ressortissants belges et ascendants de ressortissants communautaires installés en Belgique, ou encore entre ressortissants belges et ressortissants communautaires rejoints en Belgique par leurs ascendants non communautaires. En ce qui concerne la jurisprudence de l'arrêt *Zhu et Chen*, tel qu'analysé *supra*, le Conseil a déjà indiqué, dans sa jurisprudence précitée que « l'octroi d'un droit de séjour à un ressortissant d'Etat tiers qui n'est pas à charge de son descendant, ne saurait être envisagé si ledit ascendant ne disposait pas lui-même de ressources suffisantes pour permettre à son descendant d'exercer pleinement son droit communautaire. Dans cette

perspective, il est permis de conclure que des ressortissants d'un Etat tiers dans une situation semblable à celle des requérants, c'est-à-dire installés en Belgique avec un enfant ressortissant d'un Etat membre de l'Union européenne, sans être à la charge de celui-ci et sans jouir par ailleurs d'aucune ressource, ne seraient pas dans les conditions ouvertes par l'arrêt *Zhu et Chen* pour se voir reconnaître un droit de séjour. La partie requérante ne peut par conséquent prétendre à aucune discrimination en droit ou en fait au regard de la législation et de la jurisprudence communautaires ».

La requérante ayant demandé l'établissement sur la base de l'article 40, § 6, de la loi du 15 décembre 1980, il lui appartenait donc de démontrer, conformément à cette disposition, qu'elle était à charge de son enfant belge. En ce qui concerne cette condition, le Conseil observe que l'acte attaqué se fonde sur le constat précité que la requérante « *Ne remplit pas les conditions pour bénéficier du droit d'établissement en tant que (sic) ascendante à charge : l'intéressée n'a pas prouvé qu'elle (sic) à charge de sa fille mineure belge lors de l'introduction de sa demande d'établissement* ».

Ce constat se vérifie à l'examen du dossier administratif dont il ressort que la requérante n'a produit, à l'appui de sa demande d'établissement en qualité d'ascendante à charge de son enfant belge sur la base de l'article 40, §6, de la loi du 15 décembre 1980 précitée, aucun élément susceptible d'étayer de manière objective cette demande.

S'agissant du droit au respect de la vie familiale de la requérante et de son enfant, le Conseil souligne encore que l'article 8 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, qui fixe le principe suivant lequel toute personne a droit au respect de sa vie privée et familiale, de son domicile et de sa correspondance, n'est pas absolu. Ainsi, l'alinéa 2 de cet article autorise l'ingérence de l'autorité publique, pour autant que celle-ci soit prévue par la loi et constitue une mesure nécessaire à certains impératifs précis qu'elle énumère. Le Conseil rappelle également que la Cour européenne des droits de l'homme a, à diverses occasions, considéré que cette disposition ne garantissait pas en tant que tel le droit, pour une personne, de pénétrer et de s'établir dans un pays dont elle n'est pas ressortissante. En l'espèce, la décision attaquée est prise en application de la loi du 15 décembre 1980 dont les dispositions doivent être considérées comme constituant des mesures qui, dans une société démocratique, sont nécessaires pour contrôler l'entrée des non nationaux sur le territoire national (voir, notamment, les arrêts *Abdulaziz, Kabales et Balkandali* du 28 mai 1985, et *Cruz Varas et autres* du 20 mars 1991 ; C.E., arrêt n° 86.204 du 24 mars 2000).

Pour le surplus, le Conseil d'Etat a déjà jugé que les dispositions de la Convention internationale de droits de l'enfant, auxquels la partie requérante renvoie de manière très générale, n'ont pas de caractère directement applicable et n'ont donc pas l'aptitude à conférer par eux-mêmes des droits aux particuliers dont ces derniers pourraient se prévaloir devant les autorités nationales, administratives ou juridictionnelles, sans qu'aucune mesure interne complémentaire soit nécessaire à cette fin, et qu'ils ne peuvent être directement invoqués devant les juridictions nationales car ces dispositions ne créent d'obligations qu'à charge des Etats parties (C.E., n° 58032, 7 févr. 1996; C.E. n° 60.097, 11 juin 1996; C.E. n° 61.990, 26 sept. 1996; C.E. n° 65.754, 1^{er} avril 1997).

Le Conseil relève, par ailleurs, que la référence à l'article 31.3 de la directive 2004/38/CE du 29 avril 2004 telle que libellée dans le mémoire en réplique aurait dû être exposée dans la requête. Elle ne peut, par conséquent, être retenue. Il est, en effet, de jurisprudence administrative constante qu'un mémoire en réplique n'est nullement destiné à pallier les carences d'une requête introductive d'instance, les critiques nouvelles adressées à l'encontre de l'acte attaqué, dans le mémoire en réplique, n'étant pas recevables dès lors qu'elles auraient pu, et donc dû, être énoncées dans la requête (en ce sens, voir C.E. arrêt n° 164.977 du 21 novembre 2006).

2.3. Il résulte, de ce qui précède, que le moyen pris n'est pas fondé.

3.1. La partie requérante prend un troisième moyen tiré de « la violation du principe de l'autorité de chose jugée ; la violation des articles 20, 23 à 28 du Code judiciaire ;

Elle soutient que le second acte querellé a pour effet de priver le requérant de son attestation d'immatriculation alors que le titre de séjour en question a été délivré à la suite d'une ordonnance de référé qui n'a pas été infirmée par voie d'appel et que les conditions et limites dans lesquelles ce jugement provisoire a été prononcé n'ont pas changé.

3.2. En l'espèce, le Conseil relève que le tribunal de première instance de Bruxelles a, dans son ordonnance du 8 mai 2007, ordonné la délivrance d'une attestation d'immatriculation à la requérante et à son époux « (...) dans l'attente de l'examen de leur demande d'autorisation de séjour de plus de trois mois sur la base de l'article 9, alinéa 3 de la loi du 15 décembre 1980 et de leurs recours au Conseil d'Etat contre les décisions de non-prise en considération du 24 octobre 2005 ».

Il constate, à la lecture du dossier administratif, que, depuis lors, la partie défenderesse a déclaré irrecevable, le 27 juin 2007, la demande d'autorisation de séjour de la requérante fondée sur l'article 9, alinéa 3 de la loi. Si le Conseil d'Etat a rejeté, le 26 septembre 2007, la demande de suspension introduite à l'encontre de la décision de non-prise en considération de la demande d'établissement, visée dans l'ordonnance susmentionnée, (arrêt n° 175.011), le recours en annulation introduit à l'encontre de la même décision semble, quant à lui, toujours pendant.

Le Conseil considère toutefois que dans le cadre du contentieux de l'annulation, son contrôle doit se limiter à vérifier la légalité de la décision attaquée au regard des dispositions légales et réglementaires applicables. Il observe, à cet égard, qu'aucune de ces dispositions ne prévoit la délivrance d'une attestation d'immatriculation à un étranger dans l'attente de l'examen d'une demande d'autorisation de séjour sur la base de l'article 9, alinéa 3, de la loi, ou dans l'attente d'un arrêt du Conseil d'Etat.

Au contraire, l'article 35, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers prévoit explicitement que tout document belge de séjour, tel une attestation d'immatriculation, est retiré à l'étranger à qui une mesure d'éloignement est notifiée. Cette disposition est d'ailleurs à la base du retrait de l'attestation d'immatriculation délivrée à la requérante en conséquence de la décision de refus d'établissement avec ordre de quitter le territoire, notifiée à celle-ci.

Dans la mesure où sa compétence d'annulation s'exerce à l'encontre de décisions administratives par lesquelles l'administration viole des formes soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité, ou commet un excès ou un détournement de pouvoir, au regard du droit qu'elle est censé appliquer, le Conseil estime dès lors qu'il ne lui revient pas d'annuler une décision de retrait d'un document de séjour, intervenue conformément à la réglementation, pour le seul motif de l'autorité de la chose jugée d'une ordonnance judiciaire enjoignant à l'administration de prendre une mesure en dehors du champ légal.

3.3. Il résulte, de ce qui précède, que le moyen pris n'est pas fondé.

PAR CES MOTIFS,

LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article unique

La requête en annulation est rejetée.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique de la III^e chambre, le 27 juin deux mille huit, par :

, ,

M. PATTE

.

Le Greffier,

Le Président,

M. PATTE.

.